

PROGRAMME
ONU-REDD



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture



Au service
des peuples
et des nations

Rapport de la Première réunion du comité exécutif

PROGRAMME ONU-REDD

15 - 16 juin 2017

Rome, Italie

Table des matières

Résumé des décisions	3
Introduction	4
Point 1 à l'ordre du jour: Début de la réunion	4
1.1 Introduction du Président; accueil de l'ONU Environment et de la FAO en tant qu'hôte	4
1.2 Approbation de l'ordre du jour et questions organisationnelles	6
Point 2 à l'ordre du jour: Examen des progrès	7
2.2 Résultats de l'enquête mondiale ONU-REDD	9
Point 3 à l'ordre du jour. Programme de travail et budget	10
3.1. Assistance technique pour la mise en œuvre de REDD+ 2018-2020	10
3.2. Allocation des coûts directs pour le secrétariat 2018	11
Point 4 à l'ordre du jour. Opportunités stratégiques futures	12
4.1. Approches d'intégration sociale	12
4.2. Programme ONU-REDD et Fonds vert pour le climat	14
4.3. Mobilisation des ressources	16
4.4. Cadre des résultats et approche de suivi	16
Prochaine réunion et AOB	17
Annexe 1: Liste finale des participants	18

Résumé des décisions

Décision 1:

Les membres du comité exécutif ont approuvé l'ordre du jour de la première réunion du comité exécutif.

Décision 2:

Le comité exécutif a approuvé le Huitième rapport d'activité annuel consolidé du Fonds pour le Programme ONU-REDD 2016.

Décision 3:

Le comité exécutif a approuvé le Plan de travail 2018-2020 d'assistance technique pour la mise en œuvre de REDD+ sur la base des fonds actuellement disponibles et approuvé l'allocation de financement pour 2018, en tenant compte des commentaires reçus lors de sa première réunion.

Le comité exécutif a demandé au secrétariat d'envoyer les plans de travail et les budgets annuels pour 2019 et 2020 avant les réunions du comité exécutif afin que des consultations et des examens approfondis de ces documents puissent avoir lieu.

Le comité exécutif examinera chaque année le plan de travail et le budget et ajustera les priorités et les composantes au besoin.

Le comité exécutif a également demandé au secrétariat de soumettre le cadre complet des résultats au niveau des produits et de renforcer les liens avec le niveau des résultats.

Le comité exécutif a encouragé les pays à promouvoir la participation de toutes les parties prenantes concernées et à veiller à ce que les consultations en matière d'assistance technique au niveau national soient intégratrices. Le comité a demandé au secrétariat de confirmer les consultations.

Décision 4:

Le comité exécutif a approuvé le coût direct des services du secrétariat pour 2018.

Introduction

1. Le Programme de collaboration des Nations Unies sur la réduction des émissions dues au déboisement et à la dégradation des forêts dans les pays en développement (Programme ONU-REDD) a tenu sa première réunion du comité d'exécutif du 15 au 16 juin à Rome, Italie, au siège de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).
2. La réunion a été présidée par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), représenté par Nik Sekhran, Directeur du développement durable au Bureau pour l'appui aux politiques et aux programmes. Ont assisté à la réunion 34 participants (voir l'annexe I). Tous les documents et présentations sont disponibles sur l'[espace de travail](#) du Programme ONU-REDD.
3. La réunion du comité exécutif a été précédée de séances d'information préparatoires le 14 juin, qui ont porté sur les questions d'organisation, le cadre de résultats et l'approche de suivi, le plan de travail et le budget pour 2018-2020, l'échange d'information sur le financement de REDD+ et les consultations internes des divers groupes du comité.

Point 1 de l'ordre du jour: Début de la réunion

4. Des remarques positives ont été faites par le Président, le Directeur exécutif d'ONU Environnement et le Directeur général adjoint de la FAO pour le climat et les ressources naturelles. Le comité a ensuite approuvé l'ordre du jour (Décision 1).

1.1 Introduction par le Président; accueil par l'ONU Environnement et la FAO en tant qu'hôte

5. Le Président a souhaité la bienvenue à ses collègues à la première réunion du comité exécutif du Programme ONU-REDD, soulignant l'importance de l'engagement des parties prenantes dans REDD+. Il a en outre souligné l'importance de créer des partenariats véritables, des consensus et des politiques intégrées et de prendre en compte les genres afin de s'assurer que le programme génère des changements aboutissant aux transformations nécessaires pour réduire la déforestation et la dégradation des forêts tout en produisant d'autres dividendes pour le développement. Le Président a ensuite remercié et accueilli les gouvernements, les peuples autochtones, les organisations de la société civile et les donateurs à la première réunion du comité exécutif.
6. Par l'examen des réalisations du Programme ONU-REDD dans les 64 pays partenaires, le Président a noté la valeur ajoutée des Nations Unies en tant qu'intermédiaire et coordinateur honnête, cherchant des solutions politiques qui fonctionnent pour tous, ainsi que l'importance de garantir aux pays de rester leur propre maître. Il a souligné le rôle continu du Programme ONU-REDD à mesure que les pays s'intègrent progressivement dans REDD+ et les contributions déterminées au niveau national et le rôle des activités REDD+ dans la réalisation des objectifs de développement durable. Cependant, il a souligné les défis persistants auxquels le Programme est confronté, principalement la sous-

capitalisation des financements par rapport à la demande des pays partenaires. Le Président a conclu en remerciant les membres du comité d'avoir apporté leurs connaissances et expertise durant les discussions stratégiques et pour leur rôle dans l'appui au Programme face aux défis à venir.

7. Me Maria Helena Semedo, Directrice générale adjointe du climat et des ressources naturelles de la FAO, a remercié le Président pour son message encourageant lors de l'inauguration de la réunion REDD+. Me Semedo a souligné l'importance de la réunion pour le Programme ONU-REDD qui entre dans sa deuxième phase. Elle a ensuite salué les représentants des pays, des donateurs, des peuples autochtones et de la société civile, ainsi que les collègues des organisations des Nations Unies. Me Semedo a noté que le Programme ONU-REDD illustre les meilleures pratiques qui existent en matière de collaboration au sein des Nations Unies, les organisations travaillant ensemble pour atteindre un objectif commun, en partenariat avec les pays, les parties prenantes et le secteur privé. Elle a soutenu l'idée qu'il est possible d'accroître la productivité agricole et la sécurité alimentaire tout en freinant ou même inversant la déforestation et que REDD+ devrait être reconnu comme un moyen de transformer le développement afin qu'il soit compatible avec la forêt. Elle a en outre souligné l'importance du Programme non seulement pour aider les pays à mettre en œuvre REDD+ mais aussi pour contribuer à une vision globale du développement durable.
8. Me Semedo a noté que si la première phase a établi des institutions, cette deuxième phase interviendra pour agir en matière de lutte contre la déforestation et la dégradation des forêts. Elle a observé que l'Accord de Paris mentionne seulement les forêts et REDD+ (plutôt que l'agriculture et les océans), ce qui place ONU-REDD au premier plan des actions sur le climat. La FAO a également établi l'Accord de Marrakech. Sur les 145 pays présentant des contributions déterminées au niveau national (CDN), la plupart des pays mentionnent une atténuation des forêts et incluent les forêts dans leur stratégie d'adaptation. REDD+ peut catalyser des changements significatifs et durables. Le Programme ONU-REDD peut également fortement contribuer au programme de développement durable. Il n'est pas possible d'éradiquer la pauvreté sans prendre en compte les forêts. Elles sont également essentielles pour la sécurité alimentaire dans le cadre des Objectifs de développement durable (ODD) 14 et 15. En décembre 2016, la FAO a approuvé sa stratégie sur les changements climatiques, qui souligne l'importance d'intégrer l'agriculture, la foresterie et les pêches. La FAO ne considère pas les forêts isolément mais de manière intégrée, a-t-elle ajoutée.
9. Me Semedo a ensuite présenté le Costa Rica, le Chili, la Gambie et le Ghana, comme exemples du potentiel d'accroissement de la production agricole et de la sécurité alimentaire tout en diminuant la déforestation par une approche intégrée. Elle a ensuite présenté des exemples de soutien du Programme ONU-REDD: plusieurs pays partenaires produisent des données sur les forêts pour la première fois; les pays adoptent des stratégies et des plans d'action nationaux grâce au soutien d'ONU-REDD; tandis que plus de 70 pour cent du niveau d'émission de référence pour les forêts/niveau de référence pour les forêts (FREL/NRF) soumis à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) ont reçu un soutien de l'ONU-REDD.
10. Me Semedo a conclu en notant que le succès est démontré par la façon dont nous travaillons sur le terrain et interagissons avec les pays et les acteurs non étatiques. Le Programme doit s'appuyer sur cela et le faire encore mieux durant la seconde phase. Le Programme ONU-REDD, a-t-elle noté, n'est

pas seul ni déconnecté des autres acteurs. Au contraire, les stratégies, les politiques et les actions devraient être intégrées dans les processus de développement. Me Semedo a souligné l'importance de la seconde phase du Programme ONU-REDD pour atteindre cet objectif.

11. M. Erik Solheim, Directeur exécutif d'ONU Environnement, a ensuite salué les membres du comité exécutif, présents par vidéoconférence depuis le Gabon. M. Solheim a commencé par déclarer que l'une des réalisations dont il était le plus fier était le Programme ONU-REDD depuis ses débuts. Cela a changé les discussions sur les forêts, ce qui a entraîné un changement sur la façon de les protéger et de les gérer. Il a ensuite félicité tous les pays et les acteurs impliqués dans REDD+ pour les progrès accomplis – en particulier la réduction de 70 pour cent de la déforestation au Brésil et le succès au niveau des politiques en Indonésie – ainsi que les défis politiques et institutionnels à venir. De l'Amazonie au Congo à l'Asie du Sud-Est, a-t-il noté, il y a eu de nombreux résultats, mais il reste encore beaucoup à faire.
12. Selon M. Solheim, l'erreur majeure faite au début par ONU-REDD a été de ne pas intéresser le secteur privé dès le départ. L'ONU-REDD a été créé en tant que programme de donateurs, mais l'accent n'a pas été assez mis sur les entreprises et le secteur privé. Cela doit être rectifié. Nestlé et Unilever, par exemple, ont reçu des pressions de leurs clients. L'industrie de l'huile de palme en Asie a été utile. L'Association bancaire au Brésil est bien informée. Il reste beaucoup à faire avec les banques, les compagnies d'assurance, les fonds de pension, le secteur de l'huile de palme et de la pâte et du papier. Finalement, M. Solheim a noté que, pour protéger les forêts, nous devons utiliser la même méthode que d'autres secteurs, par exemple le Protocole de Montréal sur la couche d'ozone. Nous avons besoin d'une action citoyenne pour faire pression sur les gouvernements et les entreprises, d'un cadre d'action, et d'entreprises pour proposer des solutions nouvelles.
13. M. Solheim a conclu en souhaitant que la réunion se passe bien et il a noté qu'après les succès des dix dernières années, il se félicitait des actions accrues visant à protéger les forêts au cours des dix prochaines années. Enfin, il a noté que le soutien à l'Accord de Paris reste solide malgré les récents revers politiques. La Chine, l'Indonésie et d'autres deviennent des acteurs de mise en œuvre majeurs. Le secteur privé s'est rassemblé et dit qu'il continuera d'aller de l'avant avec l'Accord de Paris pour l'environnement, pour leur entreprise et leurs clients.

1.2 Approbation de l'ordre du jour et questions organisationnelles

14. Le président a rappelé les objectifs de la réunion. Il a noté que les dispositions pour le comité exécutif contenues dans les termes de référence du Fonds restent valables pour cette réunion et, par conséquent, comme indiqué lors de la séance d'information le jour précédent, il n'est pas nécessaire de disposer de règles de procédure supplémentaires. Le comité exécutif est considéré comme établi à compter d'aujourd'hui pour une durée d'un an, période durant laquelle il aura la possibilité de mettre en place des dispositions en matière de rotation. Le comité intérimaire qui a été créé pour établir un pont entre le dernier comité politique au Costa Rica et la première réunion du nouveau comité exécutif a donc terminé son mandat.

15. L'ordre du jour de la première réunion du comité exécutif a ensuite été approuvé (Décision 1).
16. Le représentant de la Norvège a évoqué les réalisations du Programme ONU-REDD pour développer les pays forestiers ainsi qu'au rôle des organisations de la société civile et des peuples autochtones qui travaillent en collaboration avec les gouvernements et les Nations Unies. Plus de 100 pays ont maintenant inclus les forêts et l'utilisation des terres dans leurs CDN en tant que partie centrale de leur programme d'atténuation. En cas de succès, cela contribuera de manière importante à la réduction rapide des gaz à effet de serre, ce qui est crucial pour atteindre l'objectif de 2° C du Cadre de l'Accord de Paris. Le Gouvernement norvégien a reconnu la valeur du travail de la FAO, de l'ONU Environnement et du PNUD, ainsi que le travail des organisations avec la société civile et les peuples autochtones pour la protection des forêts, la réduction de la pauvreté et la création d'opportunités pour les moyens d'existence. Le représentant norvégien a ensuite confirmé l'engagement du Gouvernement norvégien à fournir 240 millions de NOK au Programme ONU-REDD entre 2018 et 2020. Cette contribution reflète l'importance des réalisations du programme et des besoins identifiés, ainsi que le rôle prometteur du plan de travail actuel, le rôle crucial des forêts dans l'atténuation des changements climatiques et la création d'opportunités de développement local et de moyens d'existence. Le représentant a ensuite encouragé d'autres donateurs à contribuer au Programme UN-REDD.
17. Le comité a félicité la Norvège pour son annonce et le Président a remercié la Norvège pour son rôle de leader dans REDD+.

Point 2 de l'ordre du jour: Examen des progrès

18. Le Président a démarré la session en rappelant que cela faisait 18 mois qu'une réunion du comité exécutif avait eu lieu, avant de se tourner vers le secrétariat pour présenter sommairement les progrès accomplis.
19. Le secrétariat a souligné les réalisations du Programme dans les 64 pays partenaires, notamment par l'assistance technique, les programmes nationaux et le soutien ciblé. Le secrétariat a ensuite remercié les partenaires présents pour le travail accompli.
20. En ce qui concerne le Rapport annuel de 2016, le secrétariat a noté qu'il reflète une année de transition au cours de laquelle le cadre de résultats du programme a été réaligné au Cadre de Varsovie pour REDD+. Les progrès réalisés par rapport aux quatre piliers du Cadre de Varsovie ont été évoqués: stratégies/plans d'action nationaux; systèmes nationaux de surveillance forestière; niveaux d'émissions de référence pour les forêts/niveaux de référence pour les forêts; et le développement de garanties et de systèmes d'information sur les garanties. Le secrétariat a également souligné les progrès réalisés dans la mise en œuvre de REDD+, en particulier le soutien d'ONU-REDD aux pays pour qu'ils élaborent des cadres nationaux d'investissement REDD+ afin d'opérationnaliser les stratégies nationales. En outre, le Programme a continué à progresser dans les domaines transversaux, notamment les questions de genre, les activités REDD+ pour les communautés, l'engagement du secteur privé et la gestion des connaissances. Les progrès du Programme ONU-REDD en matière d'intégration sociale ont été examinés dans le cadre du point 4.1 de l'ordre du jour.

21. À la fin de 2016, un nouveau Programme national a débuté au Myanmar, deux Programmes nationaux devraient démarrer au Pérou et au Chili en 2017. En outre, 14 pays reçoivent une assistance technique pour la mise en œuvre de REDD+, tandis que le financement de la Suisse a facilité les échanges sur les stratégies de financement pour les activités REDD+ dans la région Amérique latine et Caraïbes.

Commentaires du comité

22. Les membres du comité ont exprimé leur remerciement pour le rapport complet. La prise en compte des conseils émis concernant les rapports a été reconnue et appréciée, alors que les autres suggestions visant à accroître l'accessibilité et l'utilité des rapports futurs ont également été retenues. Les pays sont invités à davantage souligner comment ils ont progressé en faveur du Cadre de Varsovie ou la réalisation des CDN, tout en précisant le rôle spécifique du soutien d'ONU-REDD. Certains membres du comité ont suggéré que d'autres informations soient rapportées sur le travail du Programme avec le secteur privé – incluant les enseignements tirés – et des synergies avec d'autres mécanismes multilatéraux tels que le Fonds de partenariat pour le carbone forestier (FCPF).

23. Plusieurs membres ont commenté le rapport sur l'intégration sociale. La Norvège a remercié le secrétariat pour son rapport sur les résultats en matière de genre et, dans le même ordre d'idées, a noté qu'elle recevrait volontier plus d'information sur les progrès et l'efficacité des activités avec les peuples autochtones et la société civile. Les représentants des peuples autochtones ont reconnu les réalisations en matière d'intégration sociale, mais ont réagi à l'appel à produire davantage d'information sur les résultats en matière d'engagement communautaire.

24. Les membres du comité ont des perspectives différentes sur la façon d'améliorer l'attractivité et la lisibilité du rapport, la Norvège et la Suisse préconisant une plus grande utilisation des plateformes de médias sociaux en tant que moyen de communication complémentaire des résultats et ciblage des avantages d'inclure davantage les réussites du Programme et les «échos du terrain». Les représentants des organisations de la société civile ont estimé que le style de rapport actuel satisfaisait déjà aux besoins du Programme et ont souligné l'avantage comparatif du Programme ONU-REDD sur le terrain plutôt qu'au niveau des communications mondiales.

25. Plusieurs membres ont appelé à une notification plus large sur les leçons apprises et l'échange de connaissances. Le Mexique a souligné le succès des échanges sud-sud dans la région, tandis que la Malaisie a noté que le rapport annuel pourrait servir de guide aux pays qui souhaiteraient transposer les réussites du Programme et tirer profit des leçons apprises et des défis posés. Dans le même registre, Madagascar, a souligné le rôle essentiel du partage des savoirs sud-sud dans l'avancement des processus nationaux REDD+.

26. En ce qui concerne les rapports, la Norvège a formulé un certain nombre de requêtes:

- pour le MPTF, de préparer un rapport sur les équilibres financiers et les engagements non certifiés;
- pour une brève note d'information sur les dispositions en matière d'audit du Programme ONU-REDD;
- y aura-t-il un rapport final l'année prochaine pour la période totale du SCN.

27. Le modérateur a remercié le comité pour ses commentaires et les organisations de l'ONU-REDD qui ont contribué à répondre aux points soulevés. Les organisations ont noté qu'une question pourrait être mieux traitée dans les rapports, à savoir l'influence impressionnante sur le programme, tant en termes de financement d'autres sources, que de synergies des politiques par la collaboration avec d'autres initiatives des organisations. Le comité exécutif a ensuite approuvé le Huitième rapport d'activité annuel consolidé du Fonds pour le Programme ONU-REDD 2016 (Décision 2).

2.2 Résultats de l'enquête mondiale ONU-REDD

28. Le Président a invité l'ONU Environnement à présenter les résultats préliminaires de l'enquête mondiale, réalisée avec les points focaux nationaux des 64 pays partenaires, ainsi qu'avec un certain nombre de représentants des peuples autochtones et des organisations de la société civile impliqués dans la gouvernance mondiale du Programme ONU-REDD au cours des dernières années. Les résultats de l'enquête contribueront à évaluer la demande et les besoins évolutifs de soutien pour le Programme ONU-REDD, ainsi que pour rendre davantage conformes les services offerts en matière de connaissances.

29. Globalement, selon l'ONU Environnement, 80 pour cent des points focaux ont indiqué qu'ils demanderaient un soutien régulier ou élevé à ONU-REDD au cours des trois prochaines années. Dans les quatre piliers du Cadre de Varsovie, la demande a été répartie de manière assez égale. Au sein de chaque pilier, certains domaines se démarquent, par exemple, l'intégration de REDD+ dans les CDN/ODD. On a également souligné la nécessité d'offrir un soutien supplémentaire en matière d'investissement et de financement à la source des activités REDD+. Ensuite, lors de la session sur l'intégration sociale (point 4.1 de l'ordre du jour), un examen préliminaire des résultats de l'enquête pour les représentants civiques a eu lieu.

Commentaires du comité

30. Les membres du comité ont noté que les réponses indiquaient un niveau élevé de demande de soutien ciblé et se sont interrogés sur la manière dont le Programme fournirait cette modalité à l'avenir. Le CE a suggéré qu'une meilleure gestion des connaissances ciblée pourrait contribuer à combler cette lacune. Le Japon a souligné que l'enquête a montré qu'il existait une demande continue de soutien à la préparation de REDD+. Les membres ont souligné la nécessité d'avoir plus de discussions et de soutien sur le financement de REDD+ et ont reconnu le soutien continu à l'élaboration de stratégies nationales dans les cadres d'investissement.

31. La Malaisie a exprimé son inquiétude quant à la baisse de la demande de soutien sur le niveau d'émission de référence pour les forêts/niveau de référence pour les forêts (NERF/NRF) ne reflétant pas l'écart important dans la capacité technique pour compléter les soumissions de puits de carbone et les activités d'émissions. Le représentant a souligné que cette question était une opportunité future pour le Programme ONU-REDD.

32. Il a été souligné que ces résultats préliminaires visaient à lancer une discussion et que l'analyse serait enrichie au fur et à mesure de la progression et à la fin de l'enquête. Les résultats seront diffusés aux parties prenantes du Programme ONU-REDD à la fin de l'enquête.

Point 3 de l'ordre du jour. Plan de travail et budget

3.1. Assistance technique pour la mise en œuvre de REDD+ en 2018-2020

33. Le Président a ouvert la session en soulignant la nature organique du plan de travail et du budget avant de se tourner vers le secrétariat pour donner un aperçu du programme pour 2018-2020.
34. Le secrétariat a noté que le programme d'assistance technique pour la mise en œuvre de REDD+ en 2018-2020 adopte une double approche avec un budget pluriannuel pour permettre au programme de travailler à deux niveaux – au niveau des pays et à la gestion des connaissances au niveau mondial.
35. La FAO a ensuite introduit l'appui au pays, notant qu'en 2018-2020, le Programme s'appuiera sur l'avantage comparatif de chaque organisation dans le but de soutenir les pays avancés à passer de la préparation à la mise en œuvre de REDD+ et aux paiements fondés sur les résultats. La FAO a décrit le processus de conception et de consultation mené dans chacun des neuf pays identifiés, incluant l'identification des besoins d'assistance technique et le degré d'engagement de la société civile et des peuples autochtones. Le Programme adopte une approche pluriannuelle avec une gestion adaptative annuelle, malgré tout le Programme ONU-REDD travaillera en continu avec les pays partenaires pour déterminer leurs priorités et pour répondre à leurs besoins.
36. ONU Environnement a ensuite présenté la composante de gestion des connaissances du plan de travail, qui s'appuie sur les leçons tirées du Programme ONU-REDD pour recueillir et diffuser des connaissances pertinentes pour les progrès des pays et des parties prenantes au niveau de la transition entre la préparation, la mise en œuvre et les résultats. Les trois principaux objectifs sont les suivants: fournir aux pays partenaires un ensemble de solutions innovantes facilement applicables; défendre le rôle des forêts dans l'action sur le climat et le développement durable; et permettre aux pays d'intégrer pleinement REDD+ dans les ODD et les CDN. La proposition a été élaborée à partir du principe selon lequel les connaissances nécessaires existent dans les pays et les organisations partenaires de l'ONU-REDD; le principal étant qu'elles soient disponibles où, quand et comment cela est nécessaire.

Commentaires du comité

37. La Norvège a remercié le Programme ONU-REDD pour le plan de travail et le budget, notant qu'ils mettent en évidence le rôle unique de l'ONU dans l'espace REDD+ et peuvent encourager d'autres donateurs à participer. La Norvège a également souligné la nécessité de compléter le cadre de résultats au niveau des produits et de le lier au niveau des résultats.
38. Le Mexique a remercié le Programme ONU-REDD pour son assistance technique, qui a renforcé les capacités du pays dans les domaines critiques de REDD+ et sans laquelle le pays n'aurait pas pu

progresser par rapport au Cadre de Varsovie. Le Mexique a également souligné l'importance des approches régionales pour les activités REDD+, dont l'échange de connaissances et la coopération Sud-Sud. Le Mexique avec la Colombie ont apprécié avoir été sélectionnés comme pays prioritaires pour une assistance technique 2018-2020 et se sont engagés à diffuser leurs expériences avec les pays de la région Amérique latine. La Suisse a fait écho à ce sentiment sur les approches régionales, en notant que les processus régionaux sont efficaces et peuvent aider à lier la gestion des connaissances mondiales aux activités au niveau des pays. Le Président a répondu à ces commentaires en soulignant l'importance de la composante gestion des connaissances mondiales en tant qu'outil de renforcement des capacités aux niveaux régional et national.

39. Au cours de la discussion, certains membres du comité ont souligné l'importance des consultations pour les plans de travail et les budgets REDD+, y compris les points focaux gouvernementaux, les représentants de la société civile et les peuples autochtones, tout comme la pratique caractéristique de l'ONU-REDD. Tout en notant que certaines consultations n'ont pas été achevées, les membres du comité ont demandé que les plans de travail et les budgets des pays soient dûment informés par des consultations avec les parties prenantes des pays avant leur finalisation. En outre, le secrétariat informera le comité exécutif de ces consultations pour les plans de travail 2019 et 2020 sur l'assistance technique. Les représentants des peuples autochtones ont également demandé à l'ONU-REDD de continuer à rechercher un financement spécifique pour les peuples autochtones engagés dans l'action REDD+.
40. Certains membres du comité ont noté que bien que la mise en valeur des partenariats et des autres initiatives soit utile et que l'ampleur des domaines thématiques de gestion des connaissances soit admirable, le Programme ONU-REDD devrait veiller à rester axé sur le mandat et l'expertise du Programme. Enfin, plusieurs membres du comité ont demandé que les plans de travail et les budgets annuels soient diffusés au comité exécutif avant les réunions pour leur approbation (décision 3).
41. Après la discussion riche et exhaustive, le comité exécutif a approuvé le plan de travail pour l'assistance technique de mise en œuvre de REDD+ pour 2018-2020 avec un certain nombre de recommandations (Décision 3).

3.2. Répartition des coûts directs pour le secrétariat en 2018

42. Le Président a ouvert la session en notant que la taille et le budget du secrétariat ont été considérablement réduits.
43. Le secrétariat a présenté les coûts pour 2018 conformément à ses cinq fonctions principales qui sont: servir les organes directeurs de l'ONU-REDD; gérer les relations extérieures; mener à bien la mobilisation des ressources pour le corpus du Programme ONU-REDD; gérer le suivi, la notification et l'évaluation; et coordonner la programmation. Les coûts du secrétariat de 2018 seront couverts par les fonds non dépensés du secrétariat en 2016 et le budget devra couvrir les frais du personnel et les déplacements minimums. Il équivaut à 4,9 pour cent du décaissement estimé du Programme ONU-REDD en 2018, en fonction de la nature et des caractéristiques spécifiques du Programme.

44. Les coûts du secrétariat ont été approuvés (Décision 4).

Point 4 de l'ordre du jour. Opportunités stratégiques futures

4.1. Approches d'intégration sociale

45. Le Président a inauguré la session avant de se tourner vers les modérateurs des organisations pour discuter des progrès réalisés par le Programme ONU-REDD sur les approches d'intégration sociale.

46. L'ONU Environnement a tout d'abord examiné brièvement les résultats des enquêtes sur les peuples autochtones et les organisations de la société civile. Cela a mis en évidence le nombre limité de réponses reçues, compte tenu de la petite mais importante taille d'échantillon. Dans l'ensemble, le résultat le plus important est que le renforcement des capacités nationales en matière de droits fonciers ainsi que les parties prenantes impliquées et les approches participatives demeurent des priorités essentielles. Parmi les modalités de soutien offertes par le Programme, le soutien ciblé a été classé comme le plus important, reflétant les mêmes résultats de l'enquête par pays.

47. Le PNUD a ensuite présenté l'approche du Programme ONU-REDD et les progrès réalisés en matière d'intégration sociale dans REDD+, en mettant l'accent sur trois grands axes: l'intégration de la dimension genre, les processus politiques participatifs et l'Initiative REDD+ envers les communautés.

48. L'ONU-REDD a opéré un changement clé en ce qui concerne l'intégration de la dimension genre, passant de l'orientation et du plaidoyer à la prise de mesures et la réalisation du suivi à mesure que les pays commencent à mettre en œuvre des politiques et des mesures REDD+. Le PNUD a signalé la publication de 2017 sur les connaissances en matière d'intégration de la dimension genre dans les processus REDD+ en Amérique latine, qui couvre quatre études de cas nationales: le Chili, l'Équateur, le Panama et le Pérou. Conformément à ce changement d'approche, et en s'appuyant sur les expériences au niveau des pays, le Programme ONU-REDD a publié récemment une note méthodologique ONU-REDD sur les questions de genre.

49. Le PNUD a reporté les cas du Panama et du Pérou comme exemples de réalisations du Programme dans ce domaine. À Panama, l'ONU-REDD a contribué à établir un mécanisme spécifique de consultation des femmes pour enrichir le développement de la stratégie nationale REDD+ – il a également permis d'identifier les options politiques et de définir une base de référence sur le genre pour les questions forestières. Au Pérou, les perspectives sur les femmes ont été intégrées dans l'élaboration du plan de renforcement des capacités des populations autochtones REDD+. Les résultats ont notamment été l'établissement d'un quota de 30 pour cent pour chaque activité de renforcement des capacités en Amazonie, tandis que les leaders ont reconnu et valorisé les perspectives des femmes dans la gestion des forêts. Des quotas de genre ont également été instaurés dans les processus de développement plus larges car les femmes sont considérées comme des agents de changement.

50. La parution de la note méthodologique ONU-REDD sur le genre en 2017 représente l'une des réalisations les plus importantes en matière d'intégration de la dimension genre au cours de la dernière

année et demie. Cette note sera utilisée par les équipes, les gouvernements et les autres parties prenantes de l'ONU-REDD pour s'assurer que les politiques ONU-REDD+ sont conçues et mises en œuvre en prenant en compte les genres. Le bref guide des utilisateurs oriente les utilisateurs dans les cinq composantes d'intégration du genre conformément au cycle de la politique REDD+. Le processus a également abouti au développement d'un marqueur de genre ONU-REDD, qui permettra aux organisations et au comité exécutif de suivre les progrès réalisés dans l'intégration de la dimension genre dans le Programme ONU-REDD.

51. Le PNUD a également souligné la diversité des approches politiques participatives qui ont été établies, testées et consolidées au cours des dernières années, conduisant globalement à un résultat positif. Elles vont de la cartographie des parties prenantes à la gestion participative des programmes, des projets communautaires (CBR+) aux dialogues politiques participatifs, ainsi qu'aux protocoles de consentement libre, préalable et éclairé.
52. Concernant l'initiative communautaire REDD+ (CBR+), un debriefing détaillé de la situation, des progrès et des premières leçons tirées a été réalisé. Le but de cette initiative est de fournir une approche de base au niveau national; et en tant que tel, une des exigences était d'avoir un processus national REDD+ actif. Tous les financements ONU-REDD ont été décaissés ou engagés dans des projets communautaires. D'autres pays ont demandé à participer (par ex., la Colombie et le Kenya). Les premières leçons démontrent que la CBR+ est un mécanisme idéal pour la mise en œuvre de REDD+ dans les pays.

Commentaires du comité

53. Les membres du comité ont remercié le PNUD pour la présentation complète et plusieurs membres ont invité le Programme ONU-REDD à diffuser davantage son travail d'intégration sociale grâce aux produits sur les connaissances, car il existe des résultats précieux et des approches innovantes qui peuvent servir aux partenaires et aux parties prenantes de REDD+ dans le monde entier.
54. Les riches discussions ont porté sur les nombreuses façons dont REDD+ a un impact véritable sur le développement au niveau de la base. Un certain nombre de questions de clarification ont été proposées et un débat intéressant sur la façon de combler l'interface nationale et la communauté dans REDD+ a eu lieu. Concernant la question sur les critères de sélection des projets, le PNUD a noté qu'il est essentiel que les systèmes REDD+ locaux soient bien connectés aux politiques nationales et vice versa – que les politiques nationales intègrent le financement communautaire. Cette dualité est une approche fondamentale pour réduire efficacement la déforestation.
55. En réponse à une question sur le temps alloué aux processus participatifs – qui a été identifié comme un domaine difficile par certains pays dans le Rapport annuel de 2016 – le PNUD a souligné les efforts déployés par les organisations pour démarrer le processus d'engagement des parties prenantes et de participation publique le plus tôt possible. Cependant, si ces processus prennent du temps, ils garantissent une qualité et une durabilité élevées des résultats REDD+.

56. Les membres du comité ont également discuté des options pour une phase 2 de l'Initiative CBR+, compte tenu de la bonne exécution et des bons résultats.

57. Après cette discussion approfondie, le Président a clôturé la session.

4.2. Le Programme ONU-REDD et le Fonds vert pour le climat

58. Le Président a noté que l'objectif de cette session était d'explorer les options qui existent pour le Programme ONU-REDD d'aider les pays partenaires intéressés à accéder au «Programme de préparation et de soutien préparatoire» du Fonds vert pour le climat (GCF), un mode de financement du GCF qui pourrait soutenir la préparation à REDD+.

Première présentation: GCF

59. M. Juan Chang du Fonds vert pour le climat, a décrit comment le fonds évolue et les domaines de synergie et de collaboration. Il existe un petit nombre, mais important, d'initiatives et d'organismes qui fournissent un soutien à la préparation de REDD+. Le GCF est l'acteur le plus jeune dans ce domaine, l'objectif n'étant pas de réinventer la roue, mais de collaborer et de développer à partir du travail déjà réalisés ces dernières années. Le GCF est en mesure de fournir des financements pour les trois phases de REDD+. Lorsque l'on analyse les besoins de financement de REDD+, il faut prendre la situation dans son ensemble, allant au-delà des exigences en matière d'émissions afin d'envisager des objectifs de développement plus larges. Cela nécessite un niveau d'engagement et de coordination plus important et stratégique pour concevoir le cadre financier dont les pays auront besoin pour avancer à travers ce processus. Le GCF élabore un guide pour expliquer ce qui est nécessaire pour les différentes phases de REDD+

60. Le GCF a ensuite présenté les modalités de soutien: la préparation, le mécanisme de préparation du projet, le cycle régulier du projet et la demande de propositions (celles-ci sont plus ciblées). Grâce au soutien préparatoire REDD+, le GCF peut soutenir les pays à élaborer une stratégie de financement REDD+, par exemple. Le représentant a noté qu'un domaine d'amélioration est la coordination et la communication avec les points focaux REDD+. Cette coordination et cette communication ne sont pas toujours assez solides pour s'assurer que les propositions REDD+ reçues par le GCF soient développées avec le point focal. Le représentant a noté une forte demande de consultations et des parties prenantes dans toutes les phases de REDD+.

Commentaires du comité

61. Le comité a demandé à ce que plusieurs points soient clarifiés, entre autres sur la coordination du GCF avec d'autres mécanismes multilatéraux (tels que le FIP et le FCPF); l'expérience du Fonds sur les différentes phases du financement REDD+ et l'état actuel des propositions; la capacité de suivi et d'évaluation au cours des trois phases; et le rôle de l'autorité nationale désignée.

62. M. Chang a répondu à ces points en soulignant que le GCF est encore une organisation relativement nouvelle et que tous les mécanismes de coordination n'ont pas été finalisés. En ce qui concerne la coordination au niveau des pays, l'autorité nationale désignée reste la contrepartie principale, avec un rôle à jouer dans la soumission d'une approbation pour une demande de fonds et aussi pour imaginer et concevoir des projets. Le GCF dispose d'un système de suivi qui examine les progrès et les réalisations en rapport aux étapes de REDD+, a déclaré M. Chang, ajoutant que chaque projet fournit un cadre logique pour un suivi continu et qu'une évaluation d'impact aura lieu à la fin de chaque projet.

Deuxième présentation: PNUD

63. Le PNUD a présenté la note d'information du Programme ONU-REDD (UN-REDD/EB1/Inf.5). Les organisations d'ONU-REDD sont bien placées pour aider les pays à accéder au Programme de préparation et de soutien préparatoire du GCF. Un million d'USD est disponible par pays et par an pour accéder aux fonds de préparation et un montant unique de 3 millions d'USD est disponible pour les plans nationaux d'adaptation. En octobre 2016, le comité du GCF a décidé que les pays pourraient avoir accès au programme de GCF pour l'élaboration de stratégies nationales/plans d'action ou plans d'investissement. Cette approche, si elle est proposée, aura des implications financières, le programme ONU-REDD devant augmenter les fonds supplémentaires pour couvrir cette assistance technique.

Commentaires du comité

64. Le Président s'est félicité de l'occasion pour l'ONU-REDD d'étudier les moyens de collaborer avec le GCF sur la préparation à REDD+.

65. Les membres du comité se sont félicités de la proposition telle qu'elle est décrite dans la note d'information, en faisant observer qu'elle représentait une forte opportunité pour le Programme de continuer à soutenir les pays avec des actions de préparation et des plans d'investissement. Les membres du comité ont reconnu qu'il y a plusieurs acteurs qui travaillent déjà dans ce domaine mais ont souligné la valeur ajoutée du Programme ONU-REDD. Plusieurs membres du comité ont demandé des éclaircissements sur les dispositions. Les organisations ont fourni des exemples de collaboration existante du GCF, tout en soulignant l'importance de répondre aux contextes nationaux, incluant l'examen de la couverture de l'accréditation du GCF.

66. Les organisations ont souligné que cela représentait une première série de consultations avec le comité exécutif. La note d'information a été élaborée en réponse aux demandes des pays ainsi que des demandes au secrétariat du GCF. Les organisations ont souligné le potentiel de cette possibilité de préparation du GCF pour apporter l'approche stratégique de l'ONU-REDD au niveau des pays au GCF, pour aider les pays à agir au sein du Cadre de Varsovie conformément aux exigences de la CCNUCC. Une analyse plus poussée sera réalisée par le Programme ONU-REDD pour déterminer les lacunes et les opportunités.

67. Le Président a clôturé la session en demandant que le partenariat ONU-REDD continue d'explorer les moyens de travailler avec le GCF et d'approfondir cette approche, tout en tenant compte de ce qu'il faudra faire pour mobiliser les ressources disponibles.

4.3. Mobilisation des ressources

68. Le Président a présenté le point à l'ordre du jour en rappelant que le secrétariat est maintenant tenu responsable de la mobilisation des ressources.
69. Le secrétariat a commencé par noter que, dans l'ensemble, le Programme a une demande plus forte que ce qu'il peut honorer avec les fonds actuels. Le secrétariat a ensuite brièvement abordé les questions liées à la mobilisation des ressources soulevées lors de sessions précédentes: les besoins et la demande sont déterminés par les pays, l'assistance technique est essentielle pour catalyser les progrès à long terme; et il y a une demande accrue pour un certain nombre de problèmes spécifiques, dont l'intensification de REDD+ pour les communautés, le travail sur les questions de genre et l'assistance technique pour aider les pays à exploiter les opportunités de préparation du GCF.
70. Le secrétariat a noté que le Programme ONU-REDD était en discussion avec les donateurs, mais a demandé au comité d'apporter des réponses sur la façon de rendre le Programme plus attrayant pour les bailleurs de fonds et d'identifier les défis potentiels à relever.

Commentaires du comité

71. La Suisse a entamé la discussion en soulignant la nécessité pour le Programme ONU-REDD de sensibiliser à l'importance actuelle des activités de préparation à REDD+ au-delà de l'horizon 2020 et au rôle continu du Programme ONU-REDD. Les pays forestiers aimeraient recevoir davantage d'informations sur ce qui se passe sur le terrain et le potentiel de canaliser les ressources vers les communautés. Ils ont également souligné l'importance de la mise en œuvre – encourager la modification des politiques est important, mais ces politiques doivent être opérationnalisées pour obtenir des résultats durables. La Commission européenne a mis en avant l'examen stratégique actuel et les deux espaces politiques auxquels le Programme ONU-REDD pourrait participer (politique FLEGT et travaux sur la déforestation, largement liés au commerce et aux produits de base, dans l'Union européenne). La Commission a reconnu que les rapports sur les lacunes en matière d'émissions de l'ONU Environnement sont importants et a suggéré que ce type d'initiatives renforce encore la position du Programme auprès des donateurs. La Norvège a invité le Programme à mieux attribuer les résultats nationaux aux interventions de l'ONU-REDD et a souligné la valeur ajoutée de l'ONU et du partenariat ONU-REDD pour les donateurs.
72. Le Président a demandé au secrétariat de faire un rapport au comité sur la mobilisation des ressources, qui tiendrait compte de ces commentaires.

4.4. Cadre de résultats et approche de suivi

73. Le secrétariat a présenté cette session comme un moment pour discuter et explorer la possibilité d'élaborer un «méta» cadre général de résultats qui englobe et prenne en compte d'autres initiatives pertinentes de REDD+. Afin de parvenir à une transformation plus profonde, systémique et à long terme, le Programme ONU-REDD doit continuer à exploiter et compléter d'autres initiatives. Ce qui manque dans le cadre de suivi actuel, est la mesure du niveau de résultats en termes de changement

social et politique. Le secrétariat a plaidé en faveur d'un cadre national et mondial qui réduirait les coûts, donnerait une clarté aux pays avec de multiples interventions stratégiques et générerait un soutien politique à REDD+, sa viabilité dépendant de l'absence de coûts de transaction.

Commentaires du comité

74. Le Président a pris note de l'importance de cette question et de son potentiel pour accroître l'impact du Programme. Les membres du comité ont remercié le secrétariat pour ses efforts. La Suisse a noté que le cadre pourrait certainement devenir un outil de liaison avec le secteur privé et pourrait être utilisé pour recueillir des financements pour les pays où l'ONU-REDD travaille déjà sur l'élaboration de plans d'investissement. La Norvège, reconnaissant la valeur du travail proposé, a rappelé sa recommandation antérieure demandant que le Programme ONU-REDD établisse un rapport d'activité sur ses résultats dans le contexte du cadre de résultats du Programme. Le potentiel d'utilisation des résultats intermédiaires a également été étudié.

3. Le Président a demandé au secrétariat de prendre note des commentaires reçus et de fournir une mise à jour sous trois mois.

Point 5 de l'ordre du jour. Prochaine réunion et AOB

75. Le comité a convenu de maintenir la date du prochain comité exécutif flexible en fonction des besoins réels, tout en continuant à explorer les options pour une Assemblée en 2018 (y compris en marge de l'échange REDD+ d'Oslo, qui aura lieu les 27 et 28 juin 2018).

76. Le Programme enverra l'enquête par courrier électronique pour diffuser les commentaires sur la réunion du comité exécutif et aimerait recevoir les suggestions des membres du comité pour la prochaine réunion, ce qu'ils souhaiteraient discuter, comment et où.

77. Le Président a remis la présidence à la FAO et a clôturé la réunion, en remerciant les membres du comité, la FAO pour avoir accueilli la réunion et le secrétariat.

Annexe 1: Liste finale des participants

		Nom	Pays/Organisation/Groupe	
1	Mr.	Andriamanjato Mamitiana	Madagascar	Membre
2	Me	Elizabeth Philip	Malaisie	Membre
3	Me	Fabiola Navarrete Monge	Mexique	Membre
4	Me	Lauren Gisnas	Norvège	Membre
5	Mr.	Morten Nordskog		
6	Me	Michela Tagliaferri	Commission européenne	Membre
7	Mr.	Keith Anderson	Suisse	Membre
8	Mr.	Chris Meyer	Organisation de la société civile	Observateur permanent
9	Me	Grace Balawag	Organisation des peuples autochtones	Observateur permanent
10	Mr.	Nik Sekhran	PNUD (président)	Membre
11	Mr.	Tim Clairs	PNUD	
12	Mr.	Josep Garí		
13	Mr.	Mamitiana Andriamanjato	Madagascar	Suppléant
14	Mr.	Sindhu Dhungana	Népal	Suppléant
15	Mr.	Rubén Dario Guerrero Useda	Colombie	Suppléant
16	Me	Diana Vargas Galvis		
17	Me	Melissa Laverde Ramírez		
18	Mr.	Kosaku Onaka	Japon	Suppléant
19	Mr.	Antonio Flores	Espagne	Suppléant
20	Me	Marina Dobrenko	Espagne	
21	Mr.	Gustavo Sánchez Valle	Organisation de la société civile	Suppléant OSC
22	Me	Dolores Cabnal-Coc	Organisation des peuples autochtones	Suppléant IP
23	Me	Eva Muller	FAO	Suppléant
24	Me	Tiina Vahanen		
25	Me	Malgorzata Buszko Briggs		
26	Mr.	Tim Christopherson	ONU Environnement	Suppléant
27	Mr.	Gabriel Labbate		
28	Me	Jyoti Mathur Filipp	PNUD	Modérateur

		Nom	Pays/Organisation/Groupe	
29	Mr.	Juan Chang	GCF	Modérateur
30	Mr.	Dario Vespertino	Italie	Observateur
31	Mr.	Mario Boccucci	Secrétariat ONU-REDD	
32	Me	Onyemowo Ikwu		
33	Me	Frances Lim		
34	Me	Alexis Arthur		
